

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N

PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2015

**CHAPITRE 06**

**MINISTRE DES  
RELATIONS EXTERIEURES**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

- 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME
- 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME
- 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015
- 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

### **3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES**

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE
- 3.2. LEÇONS APPRISES
- 3.3. PERSPECTIVES

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Ces programmes sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA), rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. Après leur mise en œuvre, ils font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports annuels de performance (RAP), annexés à la loi de règlement.

Les RAP, prévus par l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007, étaient en 2016, rendus à leur troisième année d'élaboration, correspondant à l'évaluation des PPA de l'exercice 2015. A cet effet, il était question pour les départements ministériels et institutions de présenter l'état de réalisation technique et financière de leurs programmes au cours de cette année de référence, mais plus globalement, d'effectuer le bilan de la première période triennale de mise en œuvre du budget en mode programme (2013-2015).

En terme d'appropriation, il convient de relever pour s'en féliciter, la prise en main effective en 2015, de l'activité d'élaboration des rapports annuels de performance par les administrations concernées. Ces dernières, avec une assistance technique très faible, ont renseigné, conformément au format défini, les trois parties du RAP, avec en toile de fond l'objectif de fiabiliser davantage les éléments constitutifs du bilan technique.

Comme cela avait été le cas lors des deux années précédentes, les rapports annuels de performance 2015 sont déclinés ainsi qu'il suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2015;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2015 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

- 1.1. **RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE**
- 1.2. **PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE**
- 1.3. **CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**
- 1.4. **AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015**

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 076

VALORISATION DU POTENTIEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Responsable du programme

FOZEIN KWANKE THOMAS

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

#### 1. Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale

Notre pays, à ce jour, ne bénéficie qu'insuffisamment de l'ensemble des opportunités offertes par la coopération bilatérale pour les principales raisons suivantes :

- Une couverture diplomatique et consulaire insuffisante ;
- Une coopération insuffisamment diversifiée ;
- Une faible coopération avec les pays émergents ;
- Des déficits chroniques de la balance commerciale avec les partenaires étrangers traditionnels et nouveaux.

- Ce programme a donc pour objet :

- d'assurer une meilleure couverture diplomatique et consulaire du Cameroun ;
- de poursuivre la diversification de la coopération politique, économique et commerciale avec les partenaires étrangers, traditionnels et nouveaux ;
- de renforcer la coopération avec les pays émergents.
- Pour atteindre cet objectif, le programme 1 comporte quatre principales actions à savoir :
  - Elargissement de la carte diplomatique et consulaire ;
  - Consolidations des activités bilatérales traditionnelles ;
  - Suivi de la coopération bilatérale ;
  - Renforcement des capacités opérationnelles des services extérieures.

De façon plus concrète, dans le souci de tirer pleinement profit des potentialités multiples qu'offre la coopération bilatérale, le Cameroun se propose :

D'une part, de densifier sa présence auprès de ses partenaires traditionnels et de rendre opérationnelles les structures pour la création desquelles le Chef de l'Etat a déjà marqué son accord, à l'instar des Ambassades du Cameroun en Turquie, en Angola, à Cuba, du Haut-Commissariat du Cameroun en Inde, et des Consulats à Nairobi au Kenya, à Dubaï aux Emirats Arabes Unis, et à Bouar en RCA.

D'autre part, d'explorer le maximum d'opportunités de coopération offertes dans tous les domaines dignes d'intérêt auprès de nos partenaires traditionnels et d'assurer effectivement notre présence auprès de nos nouveaux partenaires. Ceci implique notamment le renforcement qualitatif et quantitatif des effectifs dans les missions diplomatiques et postes consulaires existants, la réorganisation du fonctionnement interne.

<b>Objectif</b>	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale	
<b>Indicateur</b>	<b>Intitulé :</b>	<i>Nombre annuel d'instruments juridiques de coopération bilatérale négociés, mis en forme ou signés</i>

	<b>Unité de mesure :</b>	Pourcentage
	<b>Valeur de référence</b>	11
	<b>Année de référence</b>	2012
	<b>Valeur cible</b>	100
	<b>Année cible</b>	2017
<b>Actions du programme</b>	- Elargissement de la carte diplomatique et consulaire - Consolidation des amitiés traditionnelles - Suivi de la coopération bilatérale - renforcement des capacités opérationnelles des services extérieures	
<b>Dotations initiales</b>	AE : 5 989 013 000	CP : 5 989 013 000
<b>Responsable du programme</b>	- Mr OUMAR ABOU ABA	

## 2.

OBJECTIF	Capitaliser au bénéfice du Cameroun le potentiel qu'offre la coopération bilatérale	
Indicateur	Intitulé:	Nombre annuel d'instruments juridiques de coopération bilatérale négociés, mis en forme ou signés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	11.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE Action 02: CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES Action 03: SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE Action 04: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS	
DOTATIONS INITIALES	AE 16 591 316 000	CP 16 118 316 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	FOZEIN KWANKE THOMAS,	

## 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 076 du Ministère des Relations Extérieures, a été exécuté dans un contexte général caractérisé par la volonté politique de faire de l'action diplomatique, l'instrument privilégié de l'insertion du Cameroun dans les courants d'échanges mondiaux. Le Gouvernement à travers ce programme, a voulu mettre en œuvre une diplomatie économique en accord avec la politique des grandes réalisations, en vue d'un Cameroun émergent à l'horizon 2035.

A cet effet, outre l'actualisation des relations entre le Cameroun et ses partenaires traditionnels, compte tenu des exigences de mondialisation, le Cameroun a entrepris une réorientation de sa coopération bilatérale en direction des nouveaux partenaires notamment des pays émergents. Il a également poursuivi la politique d'affermissement de la coopération sud-sud.

Cependant, la poursuite ferme de la guerre contre de la secte terroriste Boko Haram, la fragilité de la situation sécuritaire en RCA, la recrudescence du terrorisme international, l'exacerbation des tensions internationales (Syrie, Ukraine), la Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international), ainsi que la Faible appropriation des principes de fonctionnement du budget programme au sein du Ministère, ont modifié considérablement l'agenda diplomatique du Cameroun, en appelant son attention sur les exigences de préservation de son intégrité territoriale, de lutte contre les menaces sécuritaires transfrontalières, et d'adoption des approches innovantes pour faire face à ces nouvelles menaces sécuritaires.

La coopération bilatérale étant la composante majeure de l'action extérieure du Cameroun, le véritable baromètre du rayonnement international de notre pays, le Ministère des Relations Extérieures a voulu, malgré ces contraintes diverses, lui accorder la priorité qu'elle mérite, tout en faisant de l'enjeu économique une priorité politique de sa diplomatie.

## 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Au cours de l'année 2015, des résultats probants ont été réalisés dans le cadre du programme 076 consacré à la « valorisation du potentiel de la coopération bilatérale ». Bien que l'indicateur du programme, uniquement spécifique à l'action 2, ne permette guère de renseigner de manière objective ces performances en dépit des recommandations faites en 2014, de généraliser l'indicateur à l'ensemble des actions du programme.

Ainsi, le Gouvernement a intensifié ses actions pour affermir davantage notre représentation dans le monde dont l'une des conséquences est le dépassement de nos prévisions initiales. La tenue d'une grande Commission mixte de coopération bilatérale, l'échange de visites de haut rang, la participation aux rencontres bilatérales ont ainsi permis d'engager des processus de négociation ayant abouti à la conclusion d'Accords nécessaires à la densification, à la diversification et à l'adaptation des relations du Cameroun avec ses partenaires.

Au cours de cette période, les actions classiques des missions diplomatiques et des services consulaires en termes de protection et d'assistance ont été réalisées.

Toutefois, il convient de relever que, la sous-estimation du coût de certaines actions et le fait que l'indicateur général du programme ne prenne en compte qu'une seule action, ont eu des conséquences sur la performance globale du programme et son évaluation objective.

A ce propos, il conviendrait d'améliorer la formulation de l'indicateur du programme afin que celui-ci puisse rendre compte des activités menées au sein de toutes les actions et reconsidérer la périodicité annuelle qui y est prégnante. Il serait également indiqué pour l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre du programme de :

- procéder à l'ouverture et fonctionnement effectif des Missions ouvertes étant donné que toutes les procédures administratives y relatives ont été finalisées depuis 2014 ;
- poursuivre la création des pôles économiques, industriels et stratégiques avec le Nigeria et d'autres pays à fort potentiel de croissance à travers le monde;
- accélérer l'organisation et la participation aux consultations intergouvernementales avec des pays amis traditionnels et nouveaux (Russie, Allemagne, Turquie, Inde, Serbie, Corée du Sud, Grande Bretagne etc.) ;
- poursuivre la signature et la ratification et l'adhésion à d'importantes Conventions dans les domaines économique, politique et culturel ;
- adhérer à certaines Conventions dans les domaines économique, politique et culturel; poursuivre la mise en place des mécanismes de suivi de la coopération bilatérale.

	le resultat technique obtenu est de : 12		
RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	12		
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	77%		
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 377 860 596	CP: 377 860 596	
CREDITS CONSOMMES	AE : 501 592 602	CP : 374 592 602	
TAUX DE CONSOMMATION	132,74%	99,14%	
RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Le résultat obtenu aurait pu être meilleur si l'intensification de la lutte contre Boko Haram n'avait pas été érigée au rang de priorité nationale. Ce qui a eu pour effet, le ralentissement des négociations afférentes à d'autres questions importantes suivies par le Département.</p> <p>S'agissant des ressources, le taux de consommation en crédits de paiement est tout à fait proportionnel au résultat technique. Cependant l'on peut noter un léger décalage entre les AE votés par le Parlement et les engagements effectifs.</p>		
PERSPECTIVES POUR 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faire fonctionner les missions diplomatiques et postes consulaires déjà créés par le Président de la république et accélérer le processus d'élargissement en ciblant principalement les destinations économiques émergentes qui peuvent positivement aiguiller le Cameroun dans sa volonté de devenir émergent en 2035,</li> <li>- changer l'unité de mesure à l'effet de pouvoir quantifier l'ensemble des résultats du programme,</li> <li>- poursuivre le processus de renforcement des capacités opérationnelles des services extérieurs aux fins de leur permettre de remplir efficacement leurs missions,</li> <li>- poursuivre la diversification des partenariats sur la base des recommandations des rencontres bilatérales initiales.</li> </ul>		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR			
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 006 224 996	CP 9 533 224 996	
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 6 585 091 004	Ecart CP 6 585 091 004	
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 501	CP 9 530 000 000	
TAUX DE CONSOMMATION	132,74 %	99,97 %	
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Le résultat obtenu aurait pu être meilleur si l'intensification de la lutte contre Boko Haram n'avait pas été érigée au rang de priorité nationale. Ce qui a eu pour effet, le ralentissement des négociations afférentes à d'autres questions importantes suivies par le Département.</p> <p>S'agissant des ressources, le taux de consommation en crédits de paiement est tout à fait proportionnel au résultat technique. Cependant l'on peut noter un léger décalage entre les AE votés par le Parlement et les engagements effectifs.</p>		
PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- faire fonctionner les missions diplomatiques et postes consulaires déjà créés par le Président de la république et accélérer le processus d'élargissement en ciblant principalement les destinations économiques émergentes qui peuvent positivement aiguiller le Cameroun dans sa volonté de devenir émergent en 2035,</li> <li>- changer l'unité de mesure à l'effet de pouvoir quantifier l'ensemble des résultats du programme,</li> <li>- poursuivre le processus de renforcement des capacités opérationnelles des services extérieurs aux fins de leur permettre de remplir efficacement leurs missions,</li> <li>- poursuivre la diversification des partenariats sur la base des recommandations des rencontres bilatérales initiales.</li> </ul>		

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

### Action 01 ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

ACTION 01 : ELARGISSEMENT DE LA CARTE DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE								
OBJEC TIF	Renforcer en la diversifiant la présence et l'action du Cameroun							
INDICA TEUR	Intitulé :		<i>Nombre de nouvelles missions diplomatiques et postes consulaires ouverts ou fonctionnels</i>				Taux de réalisation technique : 0%	
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		4					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		25					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		0					
CREDIT S	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	45 000 000	45 000 000	35 606 200	35 606 200	35 498 200	35 498 200	99,70%	99,70%
ACTIVIT ES MAJEU RES REALIS EES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- O4 propositions d'ouverture d'ambassades,</li> <li>- 03 propositions d'ouverture de postes consulaires,</li> <li>- 15 demandes d'agrément élaboré,</li> <li>- poursuite des négociations avec certains pays émergents et principalement l'Argentine dans le but de conclure des accords visant l'établissement des missions diplomatiques résidentes ou des postes consulaires</li> </ul>							

<p>CONTE XTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTIO N</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la fragilité de la situation sécuritaire à la frontière avec la RCA et l'instabilité chronique en Libye, ont entravé en 2015, la mise en service du consulat Général du Cameroun à Bouar, ainsi que les consultations en vue de l'ouverture d'une mission résidente à Tripoli. activités qui rentrent dans le cadre de l'élargissement de la carte diplomatique et consulaire du Cameroun.</li> <li>- la situation précaire des immigrés camerounais dans certains pays du golfe persique a amené le Cameroun à mener une action forte de soutien consulaire en leur faveur,</li> <li>- l'insuffisance du personnel diplomatique dans les services extérieurs du Département n'a pas permis un suivi optimal des activités de coopération bilatérale ainsi qu'une couverture des juridictions de compétence de certaines ambassades et surtout celles qui ont une accréditation multiple.</li> </ul>
<p>JUSTIFI CATION DU RESUL TAT ET DE L'UTILIS ATION DES RESSO URCES</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le résultat n'est pas dû à l'inactivité ou l'inertie du Département, comme il peut paraître a priori. Ce résultat est dû au fait que les compétences du Département s'arrêtent au niveau de l'initiation et la préparation des Dossiers, la Décision finale lui échappant par ailleurs. Les ressources ont été utilisées pour le montage des Dossiers techniques y afférents.</li> </ul>
<p>PERSP ECTIVE S</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire effectivement fonctionner les Missions déjà ouvertes (Inde, Turquie, Angola, Dubaï, Kenya, Bouar) ;</li> <li>- Intensifier des rencontres avec les pays sollicitant une ouverture réciproque des Missions Diplomatiques résidentes avec le Cameroun (Cuba, Kazakhstan, Corée du Sud, Koweït, Mexique, Argentine, Norvège, Suède, Qatar).</li> </ul>

OBJECTIF	Renforcer en les diversifiant la présence et l'action du Cameroun								
Indicateur	Intitulé:	Nombres de nouvelles missions diplomatiques et de postes consulaires ouverts ou fonctionnels						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2012							
	Valeur de référence:	4.0							
	Année cible:	2017							
	Valeur Cible	25.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			
	48 600 000	48 600 000	39 206 200	39 206 200	39 098 200	39 098 200			99,72 %

<p>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la fragilité de la situation sécuritaire à la frontière avec la RCA et l'instabilité chronique en Libye, ont entravé en 2015, la mise en service du consulat Général du Cameroun à Bouar, ainsi que les consultations en vue de l'ouverture d'une mission résidente à Tripoli. activités qui rentrent dans le cadre de l'élargissement de la carte diplomatique et consulaire du Cameroun.</li> <li>• la situation précaire des immigrés camerounais dans certains pays du golfe persique a amené le Cameroun à mener une action forte de soutien consulaire en leur faveur,</li> <li>• l'insuffisance du personnel diplomatique dans les services extérieurs du Département n'a pas permis un suivi optimal des activités de coopération bilatérale ainsi qu'une couverture des juridictions de compétence de certaines ambassades et surtout celles qui ont une accréditation multiple.</li> </ul>
<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 04 propositions d'ouverture d'ambassades,</li> <li>• 03 propositions d'ouverture de postes consulaires,</li> <li>• 15 demandes d'agrément élaboré,</li> <li>• poursuite des négociations avec certains pays émergents et principalement l'Argentine dans le but de conclure des accords visant l'établissement des missions diplomatiques résidentes ou des postes consulaires</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• le résultat n'est pas dû à l'inactivité ou l'inertie du Département, comme il peut paraître a priori. Ce résultat est dû au fait que les compétences du Département s'arrêtent au niveau de l'initiation et la préparation des Dossiers, la Décision finale lui échappant par ailleurs. Les ressources ont été utilisées pour le montage des Dossiers techniques y afférents.</li> </ul>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire effectivement fonctionner les Missions déjà ouvertes (Inde, Turquie, Angola, Dubaï, Kenya, Bouar) ;</li> <li>• Intensifier des rencontres avec les pays sollicitant une ouverture réciproque des Missions Diplomatiques résidentes avec le Cameroun (Cuba, Kazakhstan, Corée du Sud, Koweït, Mexique, Argentine, Norvège, Suède, Qatar).</li> </ul>

## Action 02 CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES

ACTION 02 : CONSOLIDATION DES AMITIÉS TRADITIONNELLES								
OBJEC TIF	Adapter et renforcer les mécanismes de coopération avec les pays amis traditionnels							
INDICA TEUR	Intitulé :		<i>Proportion des mécanismes de coopération adaptés</i>				Taux de réalisation technique : 4,16	
	Unité de mesure :		%					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		2					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		50					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		02					
CREDIT S	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	5 460 013 000	5 460 013 000	80 858 499	80 858 499	80 858 499	80 858 499	100%	100%

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une forte implication des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires Concernés, et aussi des Services Centraux du Département, dans la préparation des dossiers techniques des visites d'Etat (visites des Présidents français et nigérian) au Cameroun. En outre, le département s'est impliqué entre autres dans :</li> <li>- la préparation des dossiers techniques pour les Visites de haut niveau du PM, et du Minrex dans de nombreux pays ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation du suivi de la coopération Cameroun-Côte d'Ivoire ;</li> <li>- la consultation pour la révision de l'accord de libre circulation avec le Mali ;</li> <li>- la participation à la grande foire du tourisme de l'Afrique Australe ;</li> <li>- la consultation politique entre le Cameroun et l'Espagne ;</li> </ul> </li> <li>- la réunion de suivi des recommandations de la 4e session de la Commission-mixte de coopération Cameroun-Sénégal ;</li> <li>- la tenue de la 8ème session de la grande commission mixte Cameroun-Chine ;</li> <li>- la relance du processus de négociation de la démarcation et de la matérialisation de la frontière avec les pays voisins ;</li> <li>- la signature des engagements internationaux (accords, convention etc.) avec plusieurs pays (Allemagne, Espagne, Japon, Afrique du Sud).</li> </ul>
<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les exactions du groupe terroriste Boko Haram ont permis une réorientation de la coopération bilatérale avec le Nigéria et les autres pays touchés avec en prime, la révision et le renforcement des accords en matière de sécurité ;</li> <li>- L'Entrée en scène de la Force Multinationale Mixte a renforcé la coopération avec le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Bénin et d'autres partenaires bilatéraux traditionnels ;</li> <li>- L'épidémie de la fièvre à virus Ebola a amené le Cameroun à prendre, de commun accord avec des pays concernés, des mesures restrictives en matière de libre circulation des personnes et des biens.</li> </ul>

<p>JUSTIFI CATION DU RESUL TAT ET DE L'UTILIS ATION DES RESSO URCES (extrants )</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La restriction des déplacements ou de la participation des personnels du MINREX à certaines délégations, évènements et réunions statutaires ou non, pourrait justifier la relative sous- consommation des crédits alloués aux activités de cette action.</li> <li>- L'implication de plus en plus poussée des administrations sectorielles dans la mise en œuvre de la politique étrangère du Cameroun, a considérablement amenuisé les prérogatives traditionnellement dévolues au MINREX, au point de l'empêcher de contribuer activement à la participation du Cameroun à certains rendez- vous importants de la vie internationale surtout dans le domaine économique ;</li> <li>- L'insuffisance des ressources humaines et matérielles dans les Ambassades, adossée à la pratique invitant les personnels de nos représentations diplomatiques à l'extérieur à représenter le département dans plusieurs rencontres internationales, n'est pas de nature à permettre l'expression optimale des missions assignées au MINREX par le Décret du Chef de l'Etat du 09 décembre 2011 et celui du 22 avril 2013. En effet, l'action de conquête de nouveaux débouchés et la création de nouvelles amitiés nécessaires à la réalisation de l'effort gouvernemental en vue de la mise en œuvre de sa stratégie de croissance s'en est trouvée affectée.</li> </ul>
<p>PERSP ECTIVE S</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Mettre en œuvre les accords bilatéraux de coopération signés avec tous les pays partenaires et amis ;</li> <li>-Participer effectivement aux fora économiques et rencontres politiques présentant des enjeux sécuritaires relativement à la guerre contre Boko Haram et le terrorisme international ;</li> <li>-Favoriser et faciliter les visites des délégations étrangères au Cameroun ;</li> <li>-Encourager des missions de prospection économique dans les zones et les pays à fort potentiel de croissance afin de vitaliser les projets de rapprochement économique avec lesdits pays ;</li> <li>-Favoriser la coopération décentralisée pour consolider les amitiés ;</li> <li>-Encourager la participation de nos forces de défense et de nos autorités aux fêtes nationales des pays voisins et pays amis ;</li> <li>-Favoriser les descentes locales conjointes MINREX-MINATD-MINDEF pour une diplomatie locale de proximité en vue de la sensibilisation des populations au niveau des zones frontalières sur la culture de la paix et de la fraternité.</li> </ul>

OBJECTIF	Adapter et renforcer les mécanismes de coopération avec les pays amis traditionnels							
Indicateur	Intitulé:		Proportion des mécanismes de coopération adaptés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  4.16	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		2.0					
	Année cible:		2017					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		02					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	14 337 716 000	14 337 716 000	7 857 622 899	7 857 622 899	7 857 622 899	7 857 622 899	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• les exactions du groupe terroriste Boko Haram ont permis une réorientation de la coopération bilatérale avec le Nigéria et les autres pays touchés avec en prime, la révision et le renforcement des accords en matière de sécurité ;</li> <li>• L'Entrée en scène de la Force Multinationale Mixte a renforcé la coopération avec le Nigéria, le Tchad, le Niger, le Bénin et d'autres partenaires bilatéraux traditionnels ;</li> <li>• L'épidémie de la fièvre à virus Ebola a amené le Cameroun à prendre, de commun accord avec des pays concernés, des mesures restrictives en matière de libre circulation des personnes et des biens.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une forte implication des Missions Diplomatiques et Postes Consulaires Concernés, et aussi des Services Centraux du Département, dans la préparation des dossiers techniques des visites d'Etat (visites des Présidents français et nigérian) au Cameroun. En outre, le département s'est impliqué entre autres dans :</li> <li>• la préparation des dossiers techniques pour les Visites de haut niveau du PM, et du Minrex dans de nombreux pays ;</li> <li>• l'organisation du suivi de la coopération Cameroun-Côte d'Ivoire ;</li> <li>• la consultation pour la révision de l'accord de libre circulation avec le Mali ;</li> <li>• la participation à la grande foire du tourisme de l'Afrique Australe ;</li> <li>• la consultation politique entre le Cameroun et l'Espagne ;</li> <li>• la réunion de suivi des recommandations de la 4e session de la Commission-mixte de coopération Cameroun-Sénégal ;</li> <li>• la tenue de la 8ème session de la grande commission mixte Cameroun-Chine ;</li> <li>• la relance du processus de négociation de la démarcation et de la matérialisation de la frontière avec les pays voisins ;</li> <li>• la signature des engagements internationaux (accords, convention etc.) avec plusieurs pays (Allemagne, Espagne, Japon, Afrique du Sud).</li> </ul>							

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La restriction des déplacements ou de la participation des personnels du MINREX à certaines délégations, évènements et réunions statutaires ou non, pourrait justifier la relative sous-consommation des crédits alloués aux activités de cette action.</li> <li>• L'implication de plus en plus poussée des administrations sectorielles dans la mise en œuvre de la politique étrangère du Cameroun, a considérablement amenuisé les prérogatives traditionnellement dévolues au MINREX, au point de l'empêcher de contribuer activement à la participation du Cameroun à certains rendez-vous importants de la vie internationale surtout dans le domaine économique ;</li> <li>• L'insuffisance des ressources humaines et matérielles dans les Ambassades, adossée à la pratique invitant les personnels de nos représentations diplomatiques à l'extérieur à représenter le département dans plusieurs rencontres internationales, n'est pas de nature à permettre l'expression optimale des missions assignées au MINREX par le Décret du Chef de l'Etat du 09 décembre 2011 et celui du 22 avril 2013. En effet, l'action de conquête de nouveaux débouchés et la création de nouvelles amitiés nécessaires à la réalisation de l'effort gouvernemental en vue de la mise en œuvre de sa stratégie de croissance s'en est trouvée affectée.</li> </ul>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre les accords bilatéraux de coopération signés avec tous les pays partenaires et amis ;</li> <li>• Participer effectivement aux fora économiques et rencontres politiques présentant des enjeux sécuritaires relativement à la guerre contre Boko Haram et le terrorisme international ;</li> <li>• Favoriser et faciliter les visites des délégations étrangères au Cameroun ;</li> <li>• Encourager des missions de prospection économique dans les zones et les pays à fort potentiel de croissance afin de vitaliser les projets de rapprochement économique avec lesdits pays ;</li> <li>• Favoriser la coopération décentralisée pour consolider les amitiés ;</li> <li>• Encourager la participation de nos forces de défense et de nos autorités aux fêtes nationales des pays voisins et pays amis ;</li> <li>• Favoriser les descentes locales conjointes MINREX-MINATD-MINDEF pour une diplomatie locale de proximité en vue de la sensibilisation des populations au niveau des zones frontalières sur la culture de la paix et de la fraternité.</li> </ul>

## Action 03 SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE

ACTION 03 : SUIVI DE LA COOPERATION BILATERALE								
OBJEC TIF	Améliorer la coordination et l'efficacité de la coopération bilatérale							
INDICA TEUR	Intitulé :		<i>Taux d'exécution du plan annuel de suivi évaluation de la coopération bilatérale</i>				Taux de réalisation technique :	
	Unité de mesure :		Pourcentage (%)					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		0					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		75%					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :							
CREDIT S	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	219 000 000	219 000 000	138 395 897	138 395 897	135 235 903	135 235 903	97.72%	97.72%
ACTIVIT ES MAJEU RES REALIS EES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des réunions de suivi de la coopération Cameroun-Côte d'Ivoire ;</li> <li>- Consultations bilatérales pour la révision de la libre circulation des personnes avec le Mali ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à la grande foire du tourisme de l'Afrique Australe ; <ul style="list-style-type: none"> <li>- Consultation entre le Cameroun et l'Espagne ;</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- Réunion de suivi des recommandations de la 4e session de la Commission-mixte de coopération Cameroun-Sénégal ;</li> <li>- tenue de la 8ème session de la grande commission mixte Cameroun-Chine.</li> </ul>							

CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte global marqué par la volonté de capitaliser toutes les opportunités offertes par les partenaires bilatéraux dans l'optique de l'implémentation du plan d'urgence pour l'accélération de la croissance. Seulement, ce contexte est caractérisé par l'absence d'une plateforme de coordination nationale de la coopération bilatérale.</p>									
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	<p>En l'absence d'un plan annuel de suivi-évaluation des activités de coopération bilatérale, il est impossible de calculer le taux annuel de mise en œuvre de ce plan pour 2015. Pourtant plusieurs activités importantes ont été réalisées au cours de cet exercice, dont on ne peut mettre en exergue les résultats.</p>									
PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il convient de revoir nécessairement l'indicateur de cette action pour donner une lisibilité réelle aux activités menées dans le cadre de cette action ;</li> <li>- Mettre sur pieds une instance de coordination de la coopération bilatérale sous la présidence du MINREX.</li> </ul>									
OBJECTIF	Améliorer la coordination et l'efficacité de la coopération bilatérale									
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du plan annuel de suivi évaluation de la coopération bilatérale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE			
	Unité de mesure	%								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	0.0								
	Année cible:	2017								
	Valeur Cible	75.0								
Réalisation exercice (Résultat technique):										
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			AE	CP
	219 000 000	219 000 000	138 395 897	138 395 897	135 235 903	135 235 903			97 %	97 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action a été mise en œuvre dans un contexte global marqué par la volonté de capitaliser toutes les opportunités offertes par les partenaires bilatéraux dans l'optique de l'implémentation du plan d'urgence pour l'accélération de la croissance. Seulement, ce contexte est caractérisé par l'absence d'une plateforme de coordination nationale de la coopération bilatérale.</p>									

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des réunions de suivi de la coopération Cameroun-Côte d'Ivoire ;</li> <li>• Consultations bilatérales pour la révision de la libre circulation des personnes avec le Mali ;</li> <li>• Participation à la grande foire du tourisme de l'Afrique Australe ;</li> <li>• Consultation entre le Cameroun et l'Espagne ;</li> <li>• Réunion de suivi des recommandations de la 4e session de la <b>Commission-mixte</b> de coopération Cameroun-Sénégal ;</li> <li>• tenue de la 8ème session de la grande commission mixte Cameroun-Chine.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>En l'absence d'un plan annuel de suivi-évaluation des activités de coopération bilatérale, il est impossible de calculer le taux annuel de mise en œuvre de ce plan pour 2015. Pourtant plusieurs activités importantes ont été réalisées au cours de cet exercice, dont on ne peut mettre en exergue les résultats.</p>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il convient de revoir nécessairement l'indicateur de cette action pour donner une lisibilité réelle aux activités menées dans le cadre de cette action ;</li> <li>• Mettre sur pieds une instance de coordination de la coopération bilatérale sous la présidence du MINREX.</li> </ul>

**Action 04 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES DES SERVICES EXTÉRIEURS**

<b>ACTION 04 : RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES SERVICES EXTERIEURS</b>								
<b>OBJEC TIF</b>	Améliorer les conditions et le cadre de travail des services extérieurs							
<b>INDICA TEUR</b>	Intitulé :		<i>Proportion des missions diplomatiques et des postes consulaires disposant du standard minimum en termes de cadre et conditions de travail</i>				Taux de réalisation technique : 0%	
	Unité de mesure :		Pourcentage (%)					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		20					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		50					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		0					
<b>CREDIT S</b>	<b>DOTATION INITIALE</b>		<b>DOTATION REVISEE</b>		<b>CONSOMMATION</b>		<b>Taux de réalisation financière</b>	
	<b>AE</b>	<b>CP</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>	<b>AE</b>	<b>CP</b>
	265 000 000	265 000 000	123 000 000	123 000 000	250 000 000	123 000 000		100%

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des rénovations et réhabilitations de certains services extérieurs (exemple: AMBACAM Washington, AMBACAM TUNIS, CONSULACAM BATA, HAUCOCAM OTTAWA, HAUCOCAM LONDRES, etc.)</li> <li>- Acquisition de véhicules de liaison et prestige dans les services extérieurs ;</li> <li>- Equipement en matériels informatiques de certaines Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ;</li> <li>- Renforcement des Ambassades de Rabat, Paris, Bruxelles, Berlin, Moscou, Pretoria, Pékin, Ottawa en personnel technique (Conseillers et Attachés Culturels) ;</li> <li>- Poursuite de l'installation d'un système de vidéosurveillance à AMBACAM le Caire ;</li> <li>- Traitement du dossier de sécurisation du terrain de 5000 m2 attribué à Malabo par la Guinée Equatoriale au Cameroun.</li> </ul>
<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cette action a été menée dans un contexte marqué par : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en œuvre de l'effort de guerre dans la lutte contre Boko Haram qui a entraîné une limitation significative des moyens liés au fonctionnement de l'Etat ;</li> <li>- Le manque de personnel diplomate dans les Ambassades en adéquation avec le volume de travail et les exigences formulées vis-à-vis de ces Missions.</li> </ul> </li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La restriction des ressources budgétaires d�ue � la guerre contre la secte Boko Haram, n'a pas permis de prendre en charge tous les programmes de rénovation, acquisitions et de réhabilitation prévus pour 2015.</li> </ol>

PERSPECTIVES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Doter les Missions Diplomatiques en ressources humaines qualifiées pour optimiser leur rendement ;</li> <li>- Poursuivre les chantiers d'acquisition, réhabilitation des immeubles abritant les Chancelleries et les Résidences ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accélérer la modernisation en équipement (informatisation) ;</li> </ul> </li> <li>- Poursuivre la sécurisation des immeubles et Résidences diplomatiques du Cameroun.</li> </ul>							
OBJECTIF	Améliorer les conditions et le cadre de travail des services extérieurs							
Indicateur	Intitulé:	Proportion des missions diplomatiques et de postes consulaires disposant du standard minimum en cadre de termes de travail					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	20.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 986 000 000	1 513 000 000	1 971 000 000	1 498 000 000	1 498 000 000	1 498 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cette action a été menée dans un contexte marqué par :</li> <li>• La mise en œuvre de l'effort de guerre dans la lutte contre Boko Haram qui a entraîné une limitation significative des moyens liés au fonctionnement de l'Etat ;</li> <li>• Le manque de personnel diplomate dans les Ambassades en adéquation avec le volume de travail et les exigences formulées vis-à-vis de ces Missions.</li> </ul>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite des rénovations et réhabilitations de certains services extérieurs (exemple: AMBACAM Washington, AMBACAM TUNIS, CONSULACAM BATA, HAUCOCAM OTTAWA, HAUCOCAM LONDRES, etc.)</li> <li>• Acquisition de véhicules de liaison et prestige dans les services extérieurs ;</li> <li>• Equipement en matériels informatiques de certaines Missions Diplomatiques et Postes Consulaires ;</li> <li>• Renforcement des Ambassades de Rabat, Paris, Bruxelles, Berlin, Moscou, Pretoria, Pékin, Ottawa en personnel technique (Conseillers et Attachés Culturels) ;</li> <li>• Poursuite de l'installation d'un système de vidéosurveillance à AMBACAM le Caire ;</li> <li>• Traitement du dossier de sécurisation du terrain de 5000 m2 attribué à Malabo par la Guinée Equatoriale au Cameroun.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La restriction des ressources budgétaires due à la guerre contre la secte Boko Haram, n'a pas permis de prendre en charge tous les programmes de rénovation, acquisitions et de réhabilitation prévus pour 2015.							

Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"><li>• Doter les Missions Diplomatiques en ressources humaines qualifiées pour optimiser leur rendement ;</li><li>• Poursuivre les chantiers d'acquisition, réhabilitation des immeubles abritant les Chancelleries et les Résidences ;</li><li>• Accélérer la modernisation en équipement (informatisation) ;</li><li>• Poursuivre la sécurisation des immeubles et Résidences diplomatiques du Cameroun.</li></ul>
-------------------	---

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 077

DYNAMISATION DE LA COOPÉRATION MULTILATÉRALE ET DE LA  
COOPERATION DECENTRALISEE

Responsable du programme

TANTOH CHARLES CHEBO

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

La coopération multilatérale et décentralisée est une composante importante du déploiement à l'international du Cameroun. La multiplication des organisations internationales, dont les objectifs cadrent avec les priorités du Cameroun dans divers domaines (politique, économique, social et culturel, etc.) a, en effet, conduit notre pays à adhérer à celles-ci afin que d'une part il puisse y présenter et défendre ses positions sur certaines questions internationales et nationales, mais aussi pour pouvoir capitaliser les opportunités nombreuses que ces organismes offrent en termes d'appuis divers, de visibilité et de positionnement des ressources humaines compétentes.

Par ailleurs, le développement des organisations de la société civile, qui bénéficient désormais de nombreux financements pour leurs actions et d'une expertise avérée dans des domaines divers, combinée au déploiement à l'international des collectivités territoriales décentralisée (communes, régions, villes, etc.) a eu pour corollaire la nécessité d'une captation, d'un encadrement et d'un suivi au niveau gouvernemental des actions et activités entreprises par ces entités nouvelles à la fois sur la scène internationale et sur le plan national.

Tel est dressé le contexte d'élaboration du Programme II relatif à « **la dynamisation de la coopération multilatérale et décentralisée** ». En tant qu'interface essentielle dans les rapports entre le Cameroun et le monde extérieur, le Ministère des relations extérieures se doit de pouvoir capitaliser toutes les opportunités qu'offrent ces différentes coopérations pour le bénéfice de la population camerounaise et l'atteinte de l'objectif de développement de notre pays.

Ainsi, l'objectif de ce programme était de **Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée**. Ceci devait se faire à la fois au niveau régional et sous régional africain (UA, CEMAC, CEEAC, CBLT, etc.) et global (ONU et système des nations unies, autres organisations internationales à caractère universel, etc.). Pour ce faire trois actions principales avaient été retenues :

- Optimisation et rationalisation de la coopération multilatérale
- Valorisation de la présence du Cameroun sur la scène multilatérale
- Optimisation et rationalisation de la coopération décentralisée

Dans cette perspectives, plusieurs activités ont été élaborées et mise en œuvre grâce à une dotation budgétaire initiale de 1.989.230.000

1.

<b>Objectif</b>	Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée
-----------------	---

<b>Indicateur</b>	<b>Intitulé :</b>	<i>Niveau d'implication du Cameroun dans les activités des organisations internationales et des cadres multilatéraux de coopération</i>	
	<b>Unité de mesure :</b>	<i>Nombre</i>	
	<b>Valeur de référence</b>	<b>1</b>	
	<b>Année de référence</b>	2012	
	<b>Valeur cible</b>	3	
	<b>Année cible</b>	2017	
<b>Actions du programme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Optimisation et rationalisation de la coopération multilatérale ;</li> <li>- Valorisation de la présence du Cameroun sur la scène multilatérale ;</li> <li>- Optimisation et rationalisation de la coopération décentralisée.</li> </ul>		
<b>Dotations initiales</b>	AE : 0.2500.2505.000		CP : 0.2500.2505.000
<b>Responsable du programme</b>	TANTOH Charles CHEBO		

<b>OBJECTIF</b>	Maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et décentralisée		
<b>Indicateur</b>	<b>Intitulé:</b>	Niveau d'implication du Cameroun dans les activités des organisations internationales et des cadres multilatéraux de coopération (*)	
	<b>Unité de mesure</b>	-	
	<b>Valeur de référence:</b>	1.0	
	<b>Année de référence:</b>	2012	
	<b>Valeur Cible</b>	3.0	
	<b>Année cible:</b>	2017	
<b>ACTIONS DU PROGRAMME</b>	Action 01: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE Action 02: VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE Action 03: OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE		
<b>DOTATIONS INITIALES</b>	AE 1 989 230 000		CP 1 989 230 000
<b>RESPONSABLE DU PROGRAMME</b>	TANTOH CHARLES CHEBO,		

## 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 2, relatif à l'optimisation et la dynamisation de la coopération multilatérale et de la coopération décentralisée, s'est opérée dans un contexte marqué par un certain nombre de faits et éléments aussi internes qu'externes. Il s'agit notamment de :

- La Guerre contre la secte islamiste Boko haram ;
- La Faible appropriation des principes de fonctionnement du budget programme au sein du Ministère ;
- L'Exacerbation des tensions internationales (Syrie, Ukraine) ;
- La Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international) ;
- La Recrudescence du terrorisme international ;
- La rationalisation des dépenses publiques.

## 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

1. Ce programme vise depuis sa création à maximiser les opportunités de la coopération multilatérale et décentralisée. Dans cette veine, le Ministère des Relations Extérieures voulait en 2015 :

- Consolider la présence et le rôle du Cameroun dans les grandes arènes multilatérales et surtout celles où se décide la vie de la société internationale ;
- Mettre à profit les atouts qu'offre la coopération multilatérale ;
- Mettre à profit les opportunités de la coopération décentralisée.

2. Pour l'année 2015, le Minrex a fait des efforts considérables dans le cadre de l'atteinte des objectifs assignés à ce programme. C'est ainsi que plusieurs représentants du Ministère ont participé aux rencontres internationales multilatérales de premier plan (l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Sommet du Commonwealth, Sommets de l'UA, Commission des Droits de l'homme des Nations Unies, ainsi que les rencontres des organes rattachés à ces institutions Internationales.

3. Comme prévu, des Camerounais ont été placés à des postes stratégiques dans certaines Organisations Internationales (OIF, Parlement Panafricain, CEEAC, etc.). En outre, plusieurs projets d'importance ont été mis en œuvre grâce à l'apport de la coopération décentralisée et des appuis multiformes issus de la coopération non Gouvernementale. Cependant, dans la réalisation de ce programme, le Minrex en 2015 a été confronté à plusieurs écueils entre autres :

- La non maîtrise par l'équipe de pilotage du Programme des rouages et concepts du Budget programme ;
- La réduction de la taille des Délégations devant participer aux rencontres internationales ce qui impacte négativement sur le rendement du Minrex dont l'essentiel des activités se déroule à l'extérieur ;
- La persistance de l'absence d'une politique de placement des Cadres Camerounais dans la FPI réduisant ainsi la chance de se voir confier d'amples responsabilités aux ressortissants

Camerounais.

4. Ainsi, si les résultats opérationnels obtenus par le programme ont connu une nette amélioration, ils restent en relative inadéquation avec les projections du Département. La consommation globale des crédits s'élève donc à 97,5% pour un taux de réalisation technique de 50%. De toute évidence, ces résultats peuvent être améliorés pour plus de performance de ce programme

III.1.1 Analyse de la performance globale du Programme 077

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	2	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	50%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 358.026.391	CP: 358.026.391
CREDITS CONSOMMES	AE : 349.540.291	CP : 349.086.491
TAUX DE CONSOMMATION	97 ,63%	97,50%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La non maitrise par l'équipe de pilotage du Programme des rouages et concepts du Budget programme ;</li> <li>- La réduction de la taille des Délégations devant participer aux rencontres internationales ce qui impacte négativement sur le rendement du Minrex dont l'essentiel des activités se déroule à l'extérieur ;</li> <li>- La persistance de l'absence d'une politique de placement des Cadres Camerounais dans la FPI réduisant ainsi la chance de se voir confier d'amples responsabilités aux ressortissants Camerounais.</li> </ul>	

PERSPECTIVES POUR 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la transmission systématique des rapports de missions de tous les Départements ministériels au MINREX</li> <li>• Mise en œuvre de toutes les prescriptions du budget programme (Chaine PPBS, etc.)</li> <li>• L'élaboration d'un système interne de suivi des missions à l'étranger</li> <li>• La formation continue du personnel au montage des projets</li> <li>• Renforcement des capacités de l'équipe de pilotage du programme</li> <li>• Elaboration d'une stratégie de placement dans la FPI..</li> </ul>
------------------------	---

	Le resultat technique obtenu est de : 1		
RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	1		
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	33%		
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 358.026.391	CP: 358.026.391	
CREDITS CONSOMMES	AE : 349.540.291	CP : 349.086.491	
TAUX DE CONSOMMATION	97 ,63%	97,50%	
RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	- La non maitrise par l'équipe de pilotage du Programme des rouages et c programme ;		
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	- La réduction de la taille des Délégations devant participer aux rencontres in impacte négativement sur le rendement du Minrex dont l'essentiel des activités se dérou		
	- La persistance de l'absence d'une politique de placement des Cadres Ca FPI réduisant ainsi la chance de se voir confier d'amples responsabilités aux ressortissa		
PERSPECTIVES POUR 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la transmission systématique des rapports de missions de tous les Département MINREX</li> <li>• Mise en œuvre de toutes les prescriptions du budget programme (Chaine PPBS, etc</li> <li>• L'élaboration d'un système interne de suivi des missions à l'étranger</li> <li>• La formation continue du personnel au montage des projets</li> <li>• Renforcement des capacités de l'équipe de pilotage du programme</li> <li>• Elaboration d'une stratégie de placement dans la FPI..</li> </ul>		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR			
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 228 971 191	CP 1 228 971 191	
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 760 258 809	Ecart CP 760 258 809	
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 349	CP 1 220 000 000	
TAUX DE CONSOMMATION	97 %	99,27 %	
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE			

L'UTILISATION DES RESSOURCES	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La non maitrise par l'équipe de pilotage du Programme des rouages et concepts du Budget programme ;</li> <li>• La réduction de la taille des Délégations devant participer aux rencontres internationales ce qui impacte négativement sur le rendement du Minrex dont l'essentiel des activités se déroule à l'extérieur ;</li> <li>• La persistance de l'absence d'une politique de placement des Cadres Camerounais dans la FPI réduisant ainsi la chance de se voir confier d'amples responsabilités aux ressortissants Camerounais.</li> </ul>
PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>• la transmission systématique des rapports de missions de tous les Départements ministériels au MINREX</li> <li>• Mise en œuvre de toutes les prescriptions du budget programme (Chaine PPBS, etc.)</li> <li>• L'élaboration d'un système interne de suivi des missions à l'étranger</li> <li>• La formation continue du personnel au montage des projets</li> <li>• Renforcement des capacités de l'équipe de pilotage du programme</li> <li>• Elaboration d'une stratégie de placement dans la FPI..</li> </ul>

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

### Action 01 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPERATION MULTILATERALE

- ACTION 01 : Optimisation et rationalisation de la coopération multilatérale								
OBJEC TIF	Capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale							
INDICA TEUR	Intitulé :		<i>Nombre de projets et programmes auxquels le Cameroun est éligible</i>				Taux de réalisation technique : 20,59%	
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		6					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		40					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		7					
CREDIT S	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	397.173.000	397.173.000	91.833.371	91.833.371	91.833.371	91.833.371	100%	100%
ACTIVIT ES MAJEU RES REALIS EES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du Centre Interrégional de coordination (CIC) ;</li> <li>- Mise en place du Centre d'application et de prévision climatologique ;</li> <li>- Opérationnalisation du réseau du NEPAD et du MAEP au Cameroun ;</li> <li>- Opérationnalisation du programme supérieur de formation des infirmières.</li> </ul>							

<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de conscience par la CEEAC de la nécessité de mutualiser les efforts pour combattre le terrorisme en général et la secte Boko Haram en particulier, avec la tenue du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de cette organisation sur la lutte contre cette secte islamiste ;</li> <li>- Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international,</li> <li>- Réduction des opportunités internationales de financement des projets par les OI du fait de la diminution croissante de leurs ressources internes ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés budgétaires.</li> </ul> </li> </ul>								
<p>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le mode de calcul du taux de réalisation de l'indicateur ne permet pas de rendre effectivement compte de la réalité des actions menées sur le terrain ;</li> <li>- Ecart important entre les dotations financières sollicitées et celles réellement accordées, qui entraîne une disparité criarde entre le taux de réalisation technique (20,59%) et le taux de réalisation financière (100%).</li> </ul>								
<p>PERSPECTIVES</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de coopération multilatérale ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre des projets francophones retenus pour l'année ;</li> </ul> </li> <li>- Finalisation du projet de coopération entre le Cameroun et le Commonwealth dans les domaines économiques et technique ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des activités traditionnelles</li> </ul> </li> <li>- Opérationnalisation des comités sectoriels de suivi des projets et programmes des cadres plurilatéraux de coopération au Cameroun (Afrique-Chine, TICAD, etc.)</li> </ul>								
<p>OBJECTIF</p>	<p>Capitaliser les opportunités de la coopération multilatérale</p>								
<p>Indicateur</p>	Intitulé:	Nombre de projets et programmes auxquels le Cameroun est éligible						<p>TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE</p>	
Unité de mesure	nb								
Année de référence:	2012								
Valeur de référence:	6.0								
Année cible:	2017								
Valeur Cible	40.0								
Réalisation exercice (Résultat technique):									
<p>CRÉDITS</p>	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		<p>TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE</p>		
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
397 173 000	397 173 000	91 833 371	91 833 371	91	91	100 %	100 %		
<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prise de conscience par la CEEAC de la nécessité de mutualiser les efforts pour combattre le terrorisme en général et la secte Boko Haram en particulier, avec la tenue du Sommet des Chefs</li> </ul>								

	<p>d'Etat et de Gouvernement de cette organisation sur la lutte contre cette secte islamiste ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international,</li> <li>• Réduction des opportunités internationales de financement des projets par les OI du fait de la diminution croissante de leurs ressources internes ;</li> <li>• Difficultés budgétaires.</li> </ul>
<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place du Centre Interrégional de coordination (CIC) ;</li> <li>• Mise en place du Centre d'application et de prévision climatologique ;</li> <li>• Opérationnalisation du réseau du NEPAD et du MAEP au Cameroun ;</li> <li>• Opérationnalisation du programme supérieur de formation des infirmières.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mode de calcul du taux de réalisation de l'indicateur ne permet pas de rendre effectivement compte de la réalité des actions menées sur le terrain ;</li> <li>• Ecart important entre les dotations financières sollicitées et celles réellement accordées, qui entraîne une disparité criarde entre le taux de réalisation technique (20,59%) et le taux de réalisation financière (100%).</li> </ul>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de coopération multilatérale ;</li> <li>• Mise en œuvre des projets francophones retenus pour l'année ;</li> <li>• Finalisation du projet de coopération entre le Cameroun et le Commonwealth dans les domaines économiques et technique ;</li> <li>• Poursuite des activités traditionnelles</li> <li>• Opérationnalisation des comités sectoriels de suivi des projets et programmes des cadres plurilatéraux de coopération au Cameroun (Afrique-Chine, TICAD, etc.)</li> </ul>

**Action 02 VALORITION DE LA PRESENCE DU CAMEROUN SUR LA SCENE MULTILATERALE**

ACTION 02 : Valorisation de la présence du Cameroun sur la scène multilatérale								
<b>OBJEC TIF</b>	Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique							
<b>INDICA TEUR</b>	Intitulé :		<i>Nombre de camerounais placés par an dans la fonction publique internationale et missions diverses confiées au Cameroun dans les OI</i>				Taux de réalisation technique : 27,11%	
			Conférences et fora internationaux à caractère stratégique auxquels le Cameroun a participé					
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		40/200					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		150/300					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		45/77					
<b>CREDIT S</b>	<b>DOTATION INITIALE</b>		<b>DOTATION REVISEE</b>		<b>CONSOMMATION</b>		<b>Taux de réalisation financière</b>	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	336.630.000	336.630.000	60.525.476	60.525.476	59.325.476	59.325.476	98,02	98,02

<p>ACTIVITÉS MAJEURES REALISÉES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'élection de NKODO DANG comme président du Parlement panafricain ;</li> <li>- élection du ministre Jules Doret Ndongo au Conseil Exécutif du CLGF ;</li> <li>- placement de plusieurs responsables de la police et de l'armée au sein des opérations de maintien de la paix de l'ONU (Haïti, Cote d'Ivoire, RCA) et au sein de la Force Multilatérale Mixte pour la lutte contre Boko Haram notamment le poste de commandant en second et celui de commandant du 1<sup>er</sup> secteur de cette force,             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation au Sommet de l'Union Africaine,</li> </ul> </li> <li>- Participation à la 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies,             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation au Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Commonwealth (CHOGM),</li> <li>- Election du Cameroun au Conseil exécutif du Commonwealth Local Government Forum,                 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à la COP 21,</li> </ul> </li> </ul> </li> <li>- Participations aux différentes réunions ministérielles et techniques des OI (UA, ONU, Commonwealth Francophonie, CEEAC, etc.).</li> </ul>
<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exacerbation des tensions internationales (Syrie, Ukraine, Turquie, Irak) ;</li> <li>- Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international) ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entrée en scène de la FMM dans la région du Lac Tchad.</li> </ul> </li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dotations financières insuffisantes pour un déploiement optimal des activités de participation et de défense des positions du Cameroun au sein des instances internationales ;</li> <li>- Les lenteurs et blocages administratifs dans la participation aux conférences internationales ;</li> <li>- Réduction de la taille des délégations officielles en vue de la participation aux rencontres internationales ;             <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'une politique de placement des camerounais ;</li> </ul> </li> <li>- Plaidoyer pour une mobilisation de la communauté internationale dans la lutte contre Boko Haram au sein des instances multilatérales (ONU, UA, OIF, Commonwealth, etc.)</li> </ul>

PERSPECTIVES	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'une stratégie de placement des camerounais et du Cameroun sur la scène multilatérale ;</li> <li>- Renouvellement des exécutifs de certaines OI (CEEAC, UPAP, UA etc.) ;</li> <li>- Mobilisation des acteurs internationaux dans la gestion de la crise humanitaire au Cameroun (Extrême Nord, Est) ;</li> <li>- Implication accrue du département dans le fonctionnement du comité interministériel de gestion des réfugiés</li> </ul>							
OBJECTIF	Affirmer la présence et le rôle du Cameroun dans les conférences et fora internationaux à caractère stratégique							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Conférences et fora internationaux à caractère stratégique auxquels le Cameroun a participé					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	200.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	300.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	45/77						
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Camerounais placés par an dans la fonction publique internationale et missions diverses confiées au Cameroun dans les OI					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	40.0						
	Année cible:	2017						
	Valeur Cible	150.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 324 855 000	1 324 855 000	931 470 276	931 470 276	930 270 276	930 270 276	98,02 %	98,02 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exacerbation des tensions internationales (Syrie, Ukraine, Turquie, Irak) ;</li> <li>• Revue internationale des politiques de développement (Objectifs de développement durable, nouvel agenda climatique international) ;</li> <li>• Entrée en scène de la FMM dans la région du Lac Tchad.</li> </ul>							

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'élection de NKODO DANG comme président du Parlement panafricain ;</li> <li>• Election du ministre Jules Doret Ndongo au Conseil Exécutif du CLGF ;</li> <li>• Placement de plusieurs responsables de la police et de l'armée au sein des opérations de maintien de la paix de l'ONU (Haïti, Cote d'ivoire, RCA) et au sein de la Force Multilatérale Mixte pour la lutte contre Boko Haram notamment le poste de commandant en second et celui de commandant du 1<sup>er</sup> secteur de cette force,</li> <li>• Participation au Sommet de l'Union Africaine,</li> <li>• Participation à la 70<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies,</li> <li>• Participation au Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Commonwealth (CHOGM),</li> <li>• Election du Cameroun au Conseil exécutif du Commonwealth Local Government Forum,</li> <li>• Participation à la COP 21,</li> <li>• Participations aux différentes réunions ministérielles et techniques des OI (UA, ONU, Commonwealth Francophonie, CEEAC, etc.).</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dotations financières insuffisantes pour un déploiement optimal des activités de participation et de défense des positions du Cameroun au sein des instances internationales ;</li> <li>• Les lenteurs et blocages administratifs dans la participation aux conférences internationales ;</li> <li>• Réduction de la taille des délégations officielles en vue de la participation aux rencontres internationales ;</li> <li>• Absence d'une politique de placement des camerounais ;</li> <li>• Plaidoyer pour une mobilisation de la communauté internationale dans la lutte contre Boko Haram au sein des instances multilatérales (ONU, UA, OIF, Commonwealth, etc.)</li> </ul>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration d'une stratégie de placement des camerounais et du Cameroun sur la scène multilatérale ;</li> <li>• Renouvellement des exécutifs de certaines OI (CEEAC, UPAP, UA etc.) ;</li> <li>• Mobilisation des acteurs internationaux dans la gestion de la crise humanitaire au Cameroun (Extrême Nord, Est) ;</li> <li>• Implication accrue du département dans le fonctionnement du comité interministériel de gestion des réfugiés</li> </ul>

**Action 03 OPTIMISATION ET RATIONALISATION DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE**

ACTION 03 : optimisation et rationalisation de la coopération décentralisée								
OBJEC TIF	Capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée							
INDICA TEUR	Intitulé :		<i>Nombre de collectivités territoriales, ONG/associations du Cameroun ayant signé un accord de partenariat avec des structures identiques étrangères</i>				Taux de réalisation technique : 20%	
	Unité de mesure :		Nombre					
	Année de référence :		2012					
	Valeur de référence :		40					
	Année cible :		2017					
	Valeur cible :		300					
	Réalisation exercice (Résultat technique) :		60					
CREDIT S	DOTATION INITIALE		DOTATION REVISEE		CONSOMMATION		Taux de réalisation financière	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	267.202.000	267.202.000	205.667.544	205.667.544	198.381.444	197.927.644	96,45	96,24%

<p>ACTIVITÉS MAJEURES RÉALISÉES</p>	<p>notre pays a procédé à la signature de plusieurs accords de siège au rang de ceux-ci l'on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'Accord de Siège avec l'ONUSIDA ;</li> <li>- l'Accord entre le Cameroun et la FAO ;</li> <li>- l'Accord entre le Cameroun et FAGACE ;</li> <li>- l'accord entre le Cameroun et WWF ;</li> <li>- l'Accord de siège avec la F.M.M . ;</li> <li>- l'Accord de siège avec le CERDOTOLA ;</li> <li>- l'Accord entre le Cameroun et l'Université des Nations Unies ;</li> <li>- l'Accord de siège avec Africa Eye Foundation.</li> </ul> <p>Ø Participation active aux travaux de l'ECOSOC et du Forum de la société civile du Commonwealth (CPF) ;</p> <p>Ø actualisation du fichier des ONG ;</p> <p>Ø traitement diligent des demandes d'autorisation d'exercer par les associations étrangères ;</p> <p>Ø Signature d'accords de jumelage entre certaines collectivités territoriales camerounaises et étrangères ;</p> <p>Ø Suivi des activités et réalisation des ONG et des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun.</p>
<p>CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION</p>	<p>Ø Accélération du processus de décentralisation au Cameroun (transfert des compétences accrues aux CTD) ;</p> <p>Ø Multiplication et augmentation des financements des acteurs non gouvernementaux dans la mise en œuvre des projets de développement ;</p> <p>Ø Dynamisme renforcé de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans les politiques d'aide des pays développés.</p>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi effectif des activités des ONG étrangères au Cameroun ;</li> <li>- Définition approximative de l'indicateur (la fréquence ne permet pas de faire un calcul objectif du taux de réalisation). Ce qui entraîne un taux de réalisation technique en déphasage avec le taux d'exécution financière ;</li> <li>- Collaboration densifiée avec les CTD dans leurs rapports avec leurs homologues étrangers ;</li> </ul>

PERSPECTIVES 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un cadre régulier de collaboration entre les ONG et le MINREX (plateforme) ;</li> <li>- Redynamisation de la collaboration entre les différentes parties prenantes de la coopération décentralisée (MINREX, MINATD, Mairies...) ;</li> <li>- Renforcement des mécanismes de suivi-évaluation des projets et programmes des ONG et CTD étrangères au Cameroun;</li> <li>- Accompagnement des CTD et ONG camerounaises dans la formulation et l'élaboration de leurs projets et besoins de financements.</li> </ul>									
OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de la coopération décentralisée									
Indicateur	Intitulé:	Nombre de Collectivités Territoriales Décentralisées, d'ONG/Associations du Cameroun ayant signé au moins un accord de partenariat avec les structures identiques étrangères					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE      20%			
	Unité de mesure	nb								
	Année de référence:	2012								
	Valeur de référence:	40.0								
	Année cible:	2017								
	Valeur Cible	300.0								
	Réalisation exercice (Résultat technique):	60								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP			AE	CP
	267 202 000	267 202 000	205 667 544	205 667 544	197 927 644	197 927 644			96,24 %	96,24 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accélération du processus de décentralisation au Cameroun (transfert des compétences accrues aux CTD) ;</li> <li>• Multiplication et augmentation des financements des acteurs non gouvernementaux dans la mise en œuvre des projets de développement ;</li> <li>• Dynamisme renforcé de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans les politiques d'aide des pays développés.</li> </ul>									

<p>ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)</p>	<p>Notre pays a procédé à la signature de plusieurs accords de siège au rang de ceux-ci l'on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'Accord de Siège avec l'ONUSIDA ;</li> <li>• l'Accord entre le Cameroun et la FAO ;</li> <li>• l'Accord entre le Cameroun et FAGACE ;</li> <li>• l'accord entre le Cameroun et WWF ;</li> <li>• l'Accord de siège avec la F.M.M . ;</li> <li>• l'Accord de siège avec le CERDOTOLA ;</li> <li>• l'Accord entre le Cameroun et l'Université des Nations Unies ;</li> <li>• l'Accord de siège avec Africa Eye Foundation.</li> <li>• Participation active aux travaux de l'ECOSOC et du Forum de la société civile du Commonwealth (CPF) ;</li> <li>• Actualisation du fichier des ONG ;</li> <li>• Traitement diligent des demandes d'autorisation d'exercer par les associations étrangères ;</li> <li>• Signature d'accords de jumelage entre certaines collectivités territoriales camerounaises et étrangères ;</li> <li>• Suivi des activités et réalisation des ONG et des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun.</li> </ul>
<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Suivi effectif des activités des ONG étrangères au Cameroun ;</li> <li>• Définition approximative de l'indicateur (la fréquence ne permet pas de faire un calcul objectif du taux de réalisation). Ce qui entraine un taux de réalisation technique en déphasage avec le taux d'exécution financière ;</li> <li>• Collaboration densifiée avec les CTD dans leurs rapports avec leurs homologues étrangers ;</li> </ul>
<p>Perspectives 2016</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place d'un cadre régulier de collaboration entre les ONG et le MINREX (plateforme) ;</li> <li>• Redynamisation de la collaboration entre les différentes parties prenantes de la coopération décentralisée (MINREX, MINATD, Mairies...) ;</li> <li>• Renforcement des mécanismes de suivi-évaluation des projets et programmes des ONG et CTD étrangères au Cameroun;</li> <li>• Accompagnement des CTD et ONG camerounaises dans la formulation et l'élaboration de leurs projets et besoins de financements.</li> </ul>

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 078

GESTION DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER

Responsable du programme

BILLONG BENJAMIN

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Conscient du rôle que les Camerounais à l'étranger peuvent jouer dans le processus de développement du Cameroun, le Président de la République a décidé de leur accorder une place importante dans le dispositif institutionnel du Gouvernement. C'est ainsi qu'en 2005, il a créé la Division des Camerounais à l'Etranger (Voir. Décret n°2005/ 286 du 30 juillet 2005, portant Organisation du Ministère des Relations Extérieures). Cette initiative a d'abord été confortée par le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant réorganisation du Gouvernement, puis par le décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant Organisation dudit Ministère, à travers la création d'une Direction des Camerounais à l'Etranger, des Etrangers au Cameroun, des Réfugiés et des Questions Migratoires. C'est cette Direction qui est « chargée du suivi et de l'élaboration des politiques et stratégies en vue de la participation des Camerounais de l'étranger au développement politique, économique, et social du pays, en collaboration avec les administrations concernées », conformément à l'article 10 du décret de 2013 susvisé.

C'est cette dynamique qui a conduit à la création dans le PPA 2014 du MINREX du Programme III, GESTION DES CAMEROUNAIS A L' ETRANGER, dont l'objectif est de renforcer la protection des Camerounais vivant à l'étranger et de leurs intérêts ; assurer à ces derniers un encadrement adéquat et de proximité afin de les inciter à participer de manière plus active au développement socio-économique de leur pays d'origine. Le Programme est constitué à l'origine de deux actions :

- Mobilisation et encadrement des Camerounais à l'étranger et ;
- Capitalisation du potentiel financier, intellectuel et de réseautage des Camerounais à l'étranger.

Il décolle ainsi en 2014 dans un environnement institutionnel présentant certaines limites qui en justifient davantage la nécessité, tout en étant susceptibles de plomber son plein déploiement, a l'instar :

- de la question de la double nationalité ;
- de la non effectivité du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du ministère des relations extérieures, etc.) ;
- de la complexité des rapports des camerounais à l'étranger avec les institutions du pays d'origine ;
- de l'absence de données chiffrées sur les camerounais à l'étranger ;
- de le déficit qualitatif et quantitatif de l'expertise sur la gestion des camerounais à l'étranger ;
- de l'absence de mesures incitatives pour une plus grande implication des camerounais à l'étranger au développement du pays.

Cet environnement institutionnel est demeuré pareil en 2015.

#### III.3.1 Performance planifiée du Programme

#### III.3.2 Tableau N° 1 : Performance planifiée du programme :

Objectif	Assurer la protection et la défense des intérêts des
----------	--

	Camerounais à l'étranger, renforcer les capacités opérationnelles des gestion des Camerounais à l'étranger, l'implication dans le développement national des Camerounais établis à l'Etranger par le biais de leur ressources intellectuelles, financières et de réseautage	
Indicateur	<b>Intitulé :</b>	<i>Niveau de participation effective des Camerounais à l'étranger à la vie politique, économique et sociale</i>
	<b>Unité de mesure :</b>	-
	<b>Valeur de référence (année de référence) : 2012</b>	1
	<b>Valeur cible (année cible) : 2017</b>	3
Déclinaison du programme (Liste des actions)	Action1 : MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS A L'ETRANGER Action2 : CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL ET DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER	
Moyens budgétisé (dotations initiales)	AE : 410 762 000	CP : 410 762 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. BILLONG BENJAMIN	

OBJECTIF	Améliorer la contribution des camerounais de l'étranger à la vie politique, sociale et économique du pays	
Indicateur	Intitulé:	Niveau de participation effective des camerounais de l'étranger à la vie politique, économique et sociale
	Unité de mesure	-
	Valeur de référence:	1.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	3.0
	Année cible:	2017
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MOBILISATION ET ENCADREMENT DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER Action 02: CAPITALISATION DU POTENTIEL FINANCIER, INTELLECTUEL, DE RÉSEAUTAGE DES CAMEROUNAIS À L'ÉTRANGER	
DOTATIONS INITIALES	AE 1 558 701 000	CP 1 558 701 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	BILLONG BENJAMIN,	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 078, Gestion des Camerounais à l'Étranger a été mis en œuvre en 2015 dans un contexte politico-économique globalement défavorable, marqué par un certain nombre de facteurs qui ont déteint sur sa performance :

- le démarrage tardif du budget du Département ;
- la situation sécuritaire dans la sous-région Afrique centrale ;
- la non-effectivité du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations Extérieures, qui érige la Division des Camerounais à l'Étranger en Direction des Camerounais à l'Étranger, des Étrangers au Cameroun, des Réfugiés et des Questions Migratoires ;
- L'inexistence de la chaîne PPBS du MINREX.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Initialement prévue comme action du programme 077 "valorisation du potentiel de la coopération bilatérale, des Camerounais à l'étranger et de la diaspora", la gestion des Camerounais à l'étranger, est devenue un programme à part entière dans le cadre du PAP 2014. Deux actions avaient été retenues à savoir mobilisation et encadrement des camerounais à l'étranger et, valorisation du capital financier intellectuel et de réseautage des camerounais à l'étranger. Les mêmes Actions avaient été reconduites en 2015.

D'emblée, il convient de relever, outre les facteurs ci-dessus énumérés, que la nouveauté et la maturation insuffisante des projets et activités de ce Programme d'une part, et d'autre part le fait que les deux actions formulées dans celui-ci ne prennent pas en compte tous les aspects de la gestion des Camerounais à l'étranger, en ont entravé la montée en puissance, comme déjà observé en 2014.

En 2015, l'accent a été mis sur certaines activités classiques du Programme, notamment le renforcement des capacités opérationnelles des Missions Diplomatiques et des services consulaires en terme de protection et d'assistance des camerounais à l'étranger, ou leur implication dans le développement économique national par le biais de leurs ressources intellectuelles, financières et de réseautage.

En fin de compte, une meilleure performance du Programme III en 2016 nécessiterait certains ajustements en vue de corriger les entraves ci-dessus énoncées.

		Le résultat obtenu est de : 1/3	
Résultat technique obtenu (au 31 décembre 2015)		1/3	
Taux de réalisation de l'indicateur		33%	
Dotation de crédits révisés (écarts = Dot. init – Dot. rev.)		AE : 81 018 515 Ecart AE : 329743485	CP : 81 018 515 Ecart CP : 329743485
Crédits consommés		AE : 79 936000	CP : 79 936000
Taux de consommation		98,66%	98,66%
Justification du résultat et de l'utilisation des ressources	RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Jusqu'à présent il n'existe pas encore de stratégie globale d'implication des camero pour le développement politique, économique et social du pays. C'est ce qui explique la non évolution du pays au niveau 2. Pour l'instant il n'existe pas de cohérence dans les actions menées dans les différents domaines de la vie nationale. on peut cependant postuler, au vu de l'augmentation des activités du Programme III, que le nombre de Camerounais ont été sensibilisés sur le rôle que le Gouvernement voudrait jouer dans le processus de développement et les stratégies d'amélioration de la croissance économique. Pour ce qui est de l'utilisation des ressources l'on note :</p> <p>A) l'écart entre la dotation initiale et la dotation révisée, qui est le même entre les AE et les CP, est dû en partie de la maturité insuffisante de nombre de projets et activités du Programme III ; cette situation est due à affecter l'essentiel, soit environ les 3/4de la dotation initiale en crédits du Programme III et à d'autres Programmes, notamment au Programme IV.(cf.Situation Consolidée de l'Exécution du Programme III 2015 ;on y voit que la dotation en crédits initiale de ce Programme passe de 10.865.000 à 10.936.000, une augmentation de près de 10 milliards, alors que la dotation initiale totale et la dotation révisée du budget sont quasi égales ) ; par ailleurs, la persistance de certains facteurs identifiés dans le RAP 2014), notamment, d'une part la non-effectivité du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 du Ministère des Relations et l'inexistence de la chaine PPBS du MINREX, qui pourraient constituer un coup de pouce institutionnel et booster les activités de ce programme ; d'autre part la persistance des prestations fournies par l'Etat aux Camerounais à l'étranger (Par exemple : l'assistance technique ; dépouille ; assistance consulaire ; par exemple) et l'absence de fonds d'affectation spéciale pour le Programme III.</p> <p>B)le score de 98,66% vient de l'exécution entière des quelques activités inscrites dans le Programme III.</p>	
Perspectives 2016		<p>Redéfinition des indicateurs de performance faciles à calculer et cohérents avec l'objectif du Programme III. Il serait souhaitable d'objectiver les dispositions du Décret du 22 avril 2013, allant dans le sens de la mise en place d'une plateforme de collaboration entre le MINREX et les administrations techniques pour la saisie globale des activités de ce Programme, toujours disséminés entre le MINREX, les administrations et les structures techniques (API, FNE, CARPA etc.).</p> <p>Tout comme il est important de pourvoir le nouvel organigramme du MINREX issu du décret du 22 avril 2013, qui élargit les compétences de l'ex Division des Camerounais à l'Etranger en lui attribuant l'essentiel des compétences du Ministère en matière de gestion des Camerounais à l'étranger. Par ailleurs, la désignation des responsables du programme, des activités et des tâches doit être faite d'améliorer la performance du Programme.</p> <p>Il serait souhaitable pour une meilleure performance globale du programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>De travailler quotidiennement à la maturation des projets et activités de ce Programme ;</li> <li>De renforcer les deux nouvelles actions (Renforcement des capacités opérationnelles des Camerounais à l'étranger et des questions migratoires ; suivi des activités des camero sur le territoire national et dans leurs pays d'accueil) ;</li> </ul>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR			
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:		AE 1 095 807 715	CP 1 095 807 715
(écarts = Dot.init - Dot.rev)		Ecart AE 462 893 285	Ecart CP 462 893 285
CRÉDITS CONSOMMÉS		AE 79	CP 1 094 700 000

TAUX DE CONSOMMATION	98,66 %	99,9 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Jusqu'à présent il n'existe pas encore de stratégie globale d'implication des camerounais de l'étranger au développement politique, économique et social du pays. C'est ce qui explique la non évolution de l'indicateur pour le niveau 2. Pour l'instant il n'existe pas de cohérence dans les actions menées dans les différents secteurs de la vie nationale. on peut cependant postuler, au vu de l'augmentation des activités du Programme, qu'un plus grand nombre de Camerounais ont été sensibilisés sur le rôle que le Gouvernement voudrait leur accorder dans le processus de développement et les stratégies d'amélioration de la croissance économique.</p> <p>Pour ce qui est de l'utilisation des ressources l'on note :</p> <p>A) l'écart entre la dotation initiale et la dotation révisée, qui est le même entre les AE et les CP, viendrait en grande partie de la maturité insuffisante de nombre de projets et activités du Programme III ; cette situation aurait conduit à affecter l'essentiel, soit environ les 3/4 de la dotation initiale en crédits du Programme III (3.300.000 FCFA), à d'autres Programmes, notamment au Programme IV.(cf.Situation Consolidée de l'Exécution du Budget de l'Etat 2015 ;on y voit que la dotation en crédits initiale de ce Programme passe de 10.865.000 18.565.000 environ, soit une augmentation de près de 10 milliards, alors que la dotation initiale totale et la dotation révisée de l'ensemble du budget sont quasi égales ) ; par ailleurs, la persistance de certains facteurs identifiés l'année précédente (cf. RAP 2014), notamment, d'une part la non-effectivité du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations et l'inexistence de la chaine PPBS du MINREX, qui pourraient permettre de donner un coup de pousse institutionnel et booster les activités de ce programme ; d'autre part la réduction de certaines prestations fournies par l'Etat aux Camerounais à l'étranger (Par exemple : l'assistance au rapatriement de dépouille ; assistance consulaire ; par exemple) et l'absence du fonds d'affectation spéciale :</p> <p>B)le score de 98,66% vient de l'exécution entière des quelques activités inscrites dans le PPA2015 au compte de ce Programme.</p>	
PERSPECTIVES 2016	<p>Redéfinition des indicateurs de performance faciles à calculer et cohérents avec l'objectif de l'action</p> <p>Il serait souhaitable d'objectiver les dispositions du Décret du 22 avril 2013, allant dans le sens de la mise sur pied d'une plateforme de collaboration entre le MINREX et les administrations techniques concernées, en vue d'une saisie globale des activités de ce Programme, toujours disséminés entre le MINREX, les ministères sectoriels et les structures techniques (API, FNE, CARPA etc.).</p> <p>Tout comme il est important de pourvoir le nouvel organigramme du MINREX issu du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013, qui élargit les compétences de l'ex Division des Camerounais à l'Etranger en l'érigeant en Direction et en lui attribuant l'essentiel des compétences du Ministère en matière de gestion des Camerounais à l'étranger.</p> <p>Par ailleurs, la désignation des responsables du programme, des activités et des tâches permettrait sans doute d'améliorer la performance du Programme.</p> <p>Il serait souhaitable pour une meilleure performance globale du programme :</p> <p>De travailler quotidiennement à la maturation des projets et activités de ce Programme ;</p> <p>De renforcer les deux nouvelles actions (Renforcement des capacités opérationnelles des services de la gestion des camerounais à l'étranger et des questions migratoires ; suivi des activités des camerounais à l'étranger sur le territoire national et dans leurs pays d'accueil) ;</p>	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Résultat technique obtenu (au 31 décembre 2015)	<b>1/3</b>	
Taux de réalisation de l'indicateur	<b>0%</b>	
Dotation de crédits révisés (écarts = Dot. init – Dot rev.)	AE : 81 018 515 Ecart AE : 329743485	CP : 81 018 515 Ecart CP : 329743485
Crédits consommés	AE : 79 936000	CP : 79 936000
Taux de consommation	<b>98,66%</b>	<b>98,66%</b>

Justification du résultat et de l'utilisation des ressources

1. Jusqu'à présent il n'existe pas encore de stratégie globale d'implication des camerounais de l'étranger au développement politique, économique et social du pays. C'est ce qui explique la non évolution de l'indicateur pour le niveau 2.
2. Pour l'instant il n'existe pas de cohérence dans les actions menées dans les différents secteurs de la vie nationale. on peut cependant postuler, au vu de l'augmentation des activités du Programme, qu'un plus grand nombre de Camerounais ont été sensibilisés sur le rôle que le Gouvernement voudrait leur accorder dans le processus de développement et les stratégies d'amélioration de la croissance économique.
2. Pour ce qui est de l'utilisation des ressources l'on note :
3. A) l'écart entre la dotation initiale et la dotation révisée, qui est le même entre les AE et les CP, viendrait en grande partie de la maturité insuffisante de nombre de projets et activités du Programme III ; cette situation aurait conduit à affecter l'essentiel, soit environ les 3/4 de la dotation initiale en crédits du Programme III (3.300.000 FCFA), à d'autres Programmes, notamment au Programme IV.(cf.Situation Consolidée de l'Exécution du Budget de l'Etat 2015 ;on y voit que la dotation en crédits initiale de ce Programme passe de 10.865.000 18.565.000 environ, soit une augmentation de près de 10 milliards, alors que la dotation initiale totale et la dotation révisée de l'ensemble du budget sont quasi égales ) ; par ailleurs, la persistance de certains facteurs identifiés l'année précédente (cf. RAP 2014), notamment, d'une part la non-effectivité du décret n°2013/112 du 22 avril 2013 portant organisation du Ministère des Relations et l'inexistence de la chaine PPBS du MINREX, qui pourraient permettre de donner un coup de pouce institutionnel et booster les activités de ce programme ; d'autre part la réduction de certaines prestations fournies par l'Etat aux Camerounais à l'étranger (Par exemple : l'assistance au rapatriement de dépouille ; assistance consulaire ; par exemple) et l'absence du fonds d'affectation spéciale :
4. B)le score de 98,66% vient de l'exécution entière des quelques activités inscrites dans le PPA2015 au compte de ce Programme.

## Perspectives 2016

- Redéfinition des indicateurs de performance faciles à calculer et cohérents avec l'objectif de l'action
- Il serait souhaitable d'objectiver les dispositions du Décret du 22 avril 2013, allant dans le sens de la mise sur pied d'une plateforme de collaboration entre le MINREX et les administrations techniques concernées, en vue d'une saisie globale des activités de ce Programme, toujours disséminés entre le MINREX, les ministères sectoriels et les structures techniques (API, FNE, CARPA etc.).
- Tout comme il est important de pourvoir le nouvel organigramme du MINREX issu du décret n° 2013/112 du 22 avril 2013, qui élargit les compétences de l'ex Division des Camerounais à l'Etranger en l'érigeant en Direction et en lui attribuant l'essentiel des compétences du Ministère en matière de gestion des Camerounais à l'étranger.
- Par ailleurs, la désignation des responsables du programme, des activités et des tâches permettrait sans doute d'améliorer la performance du Programme.
- Il serait souhaitable pour une meilleure performance globale du programme :
  - De travailler quotidiennement à la maturation des projets et activités de ce Programme ;
  - De renforcer les deux nouvelles actions (Renforcement des capacités opérationnelles des services de la gestion des camerounais à l'étranger et des questions migratoires ; suivi des activités des camerounais à l'étranger sur le territoire national et dans leurs pays d'accueil) ;

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 079

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DANS LE  
SOUS-SECTEUR DES RELATIONS EXTERIEURES

Responsable du programme

EDOUBE LUCIEN CELEST  
*Directeur des Affaires Générales*

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme support du Ministère des Relations Extérieures (MINREX), intitulé « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur des Relations Extérieures », a pour but d'améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des programmes opérationnels.

A ce titre, il vise à garantir un fonctionnement optimal des services centraux, de nos Missions Diplomatiques et Postes Consulaires, en vue d'atteindre les objectifs globaux du Département tels que déclinés dans notre Feuille de Route 2015.

Il s'agit de manière spécifique dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, de :

- assurer une meilleure visibilité et lisibilité et de l'action diplomatique ;
- améliorer le cadre et les conditions de travail ;
- assurer le fonctionnement optimal des services ;
- renforcer et dynamiser le fonctionnement de la chaîne PPBS pour une meilleure appropriation aussi bien par les personnels des services centraux que par ceux de l'extérieur ;
- assurer l'harmonie et la cohérence des actions de coopération à travers la mise en place d'une plateforme de coordination horizontale avec les autres Départements ministériels ;
- optimiser la performance du personnel en insistant sur un renforcement permanent et continu de leurs capacités.

Il est aussi à noter que, dans le cadre de l'élaboration du budget-programme du Ministère des Relations Extérieures au titre de l'exercice 2015, le Département s'est fixé pour objectif d'une part, de corriger les erreurs liées à la difficile appropriation des nouvelles techniques de préparation budgétaire, et d'autre part, d'atteindre une valeur d'indicateur cible optimiste de 100% de réalisation des actions prévues.

En outre, et d'une manière générale, une évaluation de nos performances a conduit à la relativisation de notre objectif de départ. Ceci est dû aux nouvelles orientations (sécurité collective face aux menaces asymétriques transfrontalières, la piraterie maritime et les enjeux économiques) de notre Politique Etrangère telle que définie par le Chef de l'Etat.

Le programme 079 du MINREX est donc mis en œuvre dans un contexte particulier caractérisé par :

- la nécessité et l'urgence d'un renforcement des capacités d'accueil du Département en raison d'un accroissement considérable de ses effectifs ;
- l'arrêt du chantier de construction du bâtiment devant abriter les services de la Direction du Protocole et des Affaires Consulaire par le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé ;
- les difficultés d'exécution de certaines activités liées au paiement tardif de certaines dépenses à la Paierie du Trésor ;
- la difficile mise en œuvre des différents Programmes liés à la nécessaire implication des Responsables dans l'utilisation des nouveaux outils de préparation et d'exécution du budget-

programme ;

- l'inadaptation de son système de communication aux standards internationaux ;
- l'absence de mobilité des ressources humaines ;
- la faible budgétisation des dépenses incompressibles (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyer...).

Le programme support du MINREX, malgré toutes les difficultés rencontrées, a été mis en œuvre à travers :

- la finalisation de la construction de nouveaux bâtiments abritant plus d'une centaine de bureaux ;
- la réhabilitation de certaines infrastructures existantes ;
- l'achat et l'entretien des équipements (mobilier de bureau, matériel informatique...) ;
- la formation continue de plus de 200 personnels ;
- la construction des réseaux informationnels ;
- le déclenchement du processus de réformes administratives, notamment par l'élaboration des manuels de procédures administratives;
- la prise en compte des charges incompressibles de souveraineté.

<b>Objectif</b>	Améliorer la coordination des services et assurer la mise en œuvre des Programmes	
<b>Indicateur</b>	<b>Intitulé :</b>	<i>Taux de réalisation des activités budgétisées</i>
	<b>Unité de mesure :</b>	<i>pourcentage (%)</i>
	<b>Valeur de référence</b>	<b>80</b>
	<b>Année de référence</b>	2012
	<b>Valeur cible</b>	100
	<b>Année cible</b>	2017
<b>Actions du programme</b>	Action 01 : COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02 : AMELIORATION DU CADRE DU TRAVAIL Action 03 : DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 04 : GESTION BUDGETAIRE ET FINANCIERE	

<b>Dotations initiales</b>	AE : 10 868 153 000	CP : 10 868 153 000
<b>Responsable du programme</b>	EDOUBE LUCIEN CELESTIN	

#### 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 079 a été mis en œuvre dans un contexte sécuritaire marqué par l'intensification de la lutte contre la secte Islamiste BOKO HARAM et la poursuite de la sécurisation de toutes nos frontières en général et en particulier celle du Cameroun avec la RCA.

Par ailleurs ledit contexte est caractérisé par :

- Une intense activité des différentes structures du Département dans l'optique d'assurer une meilleure visibilité et lisibilité de l'action diplomatique ;
- La prise en compte de 200 secrétaires des affaires étrangères et attachés des affaires Etrangères en fin de formation ;
- La nécessité d'une meilleure appropriation des solutions informatiques dans le cadre de la gestion budgétaire, notamment l'application PROBMIS ;
- la nécessité et l'urgence d'un renforcement des capacités d'accueil du Département en raison d'un accroissement considérable de ses effectifs ;
- la faible budgétisation des dépenses incompressibles (frais de relève, frais de scolarité, assurances, loyer...).
- la poursuite du paiement des frais de relève pour congés des personnels des Missions Diplomatiques.

#### 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

En ce qui concerne la performance globale du programme, on peut l'évaluer à l'aune de la valeur de son indicateur «taux de réalisation des activités budgétisées au sein du MINREX » qui a été retenu pour mesurer l'atteinte de l'objectif dudit programme.

Ainsi, au terme de l'année 2015, le taux de réalisation des activités budgétisées s'élève à 99,06% contre une valeur de 85,80% en 2014, soit un accroissement en valeur relative de 13,26%.

##### III.1.1 Analyse de la performance globale du Programme 079

<b>RESULTAT TECHNIQUE OBTENU</b>	99,06%
<b>TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR</b>	99,06%

DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 18 565 516 098  (Ecart = 034 001 129)	CP : 18 565 516 098  (Ecart =173 427 399)
CREDITS CONSOMMES	AE : 18 531 154 969	CP : 18 392 088 669
TAUX DE CONSOMMATION	99, 32%	98,58%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>1. Ce résultat qui traduit une réelle efficience de la gestion des ressources allouées au programme IV, se justifie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'excellence de la coordination stratégique à travers le fonctionnement des comités, notamment le comité mixte MINREX/MINFI/MINEPAT ;</li> <li>- Une nette amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel d'une part, le renforcement permanent et continu des capacités dudit personnel d'autre part, avec pour corollaire l'optimisation de son rendement ;</li> <li>- le renforcement des mesures disciplinaires ;</li> <li>- les campagnes de sensibilisation des personnels sur le VIH-SIDA et la corruption ;</li> <li>- la prise en compte de l'approche genre à travers un appui constant apporté à la DYFEDCAM.</li> </ul>	

## PERSPECTIVES POUR 2016

Le programme 079 en tant que programme support du Ministère des Relations Extérieures prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle.

Aussi, les résultats obtenus en 2014 ont-ils permis une meilleure projection en 2015 avec au nombre des réalisations :

- un (01) bâtiment R+3 achevé ;
- Achat de nouveaux véhicules pour les responsables ;
- Mutation des cartes diplomatiques manuelles informatisées ;
- Parachèvement du bâtiment de la D8 ;
- le suivi de l'informatisation des services.

Au regard de toutes ces avancées, des perspectives nouvelles s'annoncent compte tenu d'une part, de l'adoption du nouvel organigramme, et d'autre part du bien-être et de la motivation des personnels et du renforcement de leurs capacités.

Il s'agit notamment :

- du fonctionnement effectif du Centre d'Analyses Stratégiques de Prospective et de Crise ;
- du fonctionnement effectif du comité PPBS ;
- de la création d'une infirmerie ;
- de la réalisation d'un nouveau restaurant ;
- de l'acquisition d'un nouveau bus.

	Le resultat obtenu est de : 99.06%	
RESULTAT TECHNIQUE OBTENU	99,06%	
TAUX DE REALISATION DE L'INDICATEUR	99,06%	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	AE : 18 565 516 098  (Ecart = 034 001 129)	CP : 18 565 516 098  (Ecart =173 427 399)
CREDITS CONSOMMES	AE : 18 531 154 969	CP : 18 392 088 669
TAUX DE CONSOMMATION	99,32%	98,58%
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Ce résultat qui traduit une réelle efficience de la gestion des ressources allouées au programme IV, justifie par :</p> <p>L'excellence de la coordination stratégique à travers le fonctionnement des comités, mixte MINREX/MINFI/MINEPAT ;</p> <p>Une nette amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel d'une part, le maintien permanent et continu des capacités dudit personnel d'autre part, avec pour corollaire l'augmentation du rendement ;</p> <p>le renforcement des mesures disciplinaires ;</p> <p>les campagnes de sensibilisation des personnels sur le VIH-SIDA et la corruption ;</p> <p>la prise en compte de l'approche genre à travers un appui constant apporté à la DYFED.</p>	
RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
PERSPECTIVES POUR 2016	<p>Le programme 079 en tant que programme support du Ministère des Relations Extérieures assure l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique des programmes à vocation opérationnelle.</p> <p>Aussi, les résultats obtenus en 2014 ont-ils permis une meilleure projection en 2015 avec les réalisations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un (01) bâtiment R+3 achevé ;</li> <li>Achat de nouveaux véhicules pour les responsables ;</li> <li>Mutation des cartes diplomatiques manuelles informatisées ;</li> <li>Parachèvement du bâtiment de la D8 ;</li> <li>le suivi de l'informatisation des services.</li> </ul> <p>Au regard de toutes ces avancées, des perspectives nouvelles s'annoncent compte tenu de l'adoption du nouvel organigramme, et d'autre part du bien-être et de la motivation du personnel et du renforcement de leurs capacités.</p> <p>Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>du fonctionnement effectif du Centre d'Analyses Stratégiques de Prospective et de Crise ;</li> <li>du fonctionnement effectif du comité PPBS ;</li> <li>de la création d'une infirmerie ;</li> <li>de la réalisation d'un nouveau restaurant ;</li> <li>de l'acquisition d'un nouveau bus.</li> </ul>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 18 746 996 098	CP 18 746 996 098
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -7 808 243 098	Ecart CP -7 808 243 098
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 18 573 563 444	CP 18 573 563 444
TAUX DE CONSOMMATION	99 %	98,58 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE	Ce résultat qui traduit une réelle efficience de la gestion des ressources allouées au programme IV,	

L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>se justifie par :</p> <p>L'excellence de la coordination stratégique à travers le fonctionnement des comités, notamment le comité mixte MINREX/MINFI/MINEPAT ;</p> <p>Une nette amélioration du cadre et des conditions de travail du personnel d'une part, le renforcement permanent et continu des capacités dudit personnel d'autre part, avec pour corollaire l'optimisation de son rendement ;</p> <p>le renforcement des mesures disciplinaires ;</p> <p>les campagnes de sensibilisation des personnels sur le VIH-SIDA et la corruption ;</p> <p>la prise en compte de l'approche genre à travers un appui constant apporté à la DYFEDCAM.</p>
PERSPECTIVES 2016	<p>Le programme 079 en tant que programme support du Ministère des Relations Extérieures prend en charge l'ensemble des fonctions de soutien nécessaire à l'accompagnement juridique et logistique des programmes à vocation opérationnelle.</p> <p>Aussi, les résultats obtenus en 2014 ont-ils permis une meilleure projection en 2015 avec au nombre des réalisations :</p> <p>un (01) bâtiment R+3 achevé ;</p> <p>Achat de nouveaux véhicules pour les responsables ;</p> <p>Mutation des cartes diplomatiques manuelles informatisées ;</p> <p>Parachèvement du bâtiment de la D8 ;</p> <p>le suivi de l'informatisation des services.</p> <p>Au regard de toutes ces avancées, des perspectives nouvelles s'annoncent compte tenu d'une part, de l'adoption du nouvel organigramme, et d'autre part du bien-être et de la motivation des personnels et du renforcement de leurs capacités.</p> <p>Il s'agit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du fonctionnement effectif du Centre d'Analyses Stratégiques de Prospective et de Crise ;</li> <li>• du fonctionnement effectif du comité PPBS ;</li> <li>• de la création d'une infirmerie ;</li> <li>• de la réalisation d'un nouveau restaurant ;</li> <li>• de l'acquisition d'un nouveau bus.</li> </ul>

#### **2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015**

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE**
  
- 3.2. LEÇONS APPRISSES**
  
- 3.3. PERSPECTIVES 2016**